

LES DÉTERMINANTS SOCIO-ÉCONOMIQUES DE L'INCLUSION FINANCIÈRE DANS LES PAYS DE LA RÉGION MENA

Abdelafateh Mohamed **ABBES***

Received: 29/11/2020/ Accepted: 06/03/2021 / Published: 30/03/2022

Corresponding authors: fatehabes@yahoo.fr

RÉSUMÉ

L'étude des déterminants socio-économiques de l'inclusion financière dans les pays de la région MENA, est l'objet principal de cet article. À partir d'un échantillon de 13 pays de la région MENA, couvrant plus de 13 000 individus, pour l'année 2017, nous essayons de déterminer les facteurs socio-économiques qui influent sur le niveau d'inclusion financière des individus dans les pays de la région MENA. En effectuant des estimations du modèle Probit, nos résultats montrent que les femmes, les jeunes, les personnes peu instruites, les pauvres et les adultes inactifs sont défavorisés par rapport aux autres catégories en ce qui concerne l'accès aux services financiers, avec une plus grande influence pour le niveau d'éducation.

MOTS-CLÉS

Inclusion Financière, Déterminants Socio-économiques, Global Findex-2017, Probit, Région MENA.

JEL CLASSIFICATION : G21; O16; P34

* Ecole Nationale Supérieure de Statistique et d'Economie Appliquée, ENSSEA ex INPS, fatehabes@yahoo.fr, Algérie.

المحددات الاجتماعية والاقتصادية للشمول المالي في دول منطقة الشرق الأوسط وشمال إفريقيا

ملخص

تعد دراسة المحددات الاجتماعية والاقتصادية للشمول المالي في بلدان منطقة الشرق الأوسط وشمال إفريقيا الموضوع الرئيسي لهذا المقال. بالاعتماد على عينة تغطي أكثر من 13000 فرد من 13 دولة في منطقة الشرق الأوسط وشمال إفريقيا، لعام 2017، نحاول تحديد العوامل الاجتماعية والاقتصادية التي تؤثر على مستوى الشمول المالي للأفراد في هذه البلدان. من خلال إجراء تقديرات من نموذج تحليل البروبت -Probit، تظهر نتائجنا أن النساء والشباب والبالغين ذوي التعليم الضعيف والفقراء بالإضافة إلى البالغين غير العاملين، يعانون من الحرمان مقارنة بالفئات الأخرى من حيث الوصول إلى الخدمات المالية، مع تأثير كبير لمستوى التعليم على الشمول المالي للأفراد في هذه البلدان.

كلمات مفتاحية

الشمول المالي، المحددات الاجتماعية والاقتصادية، المؤشر العالمي للشمول المالي 2017، نموذج تحليل البروبت-Probit-، منطقة الشرق الأوسط وشمال إفريقيا.

تصنيف جال: G21; O16; P34

SOCIO-ECONOMIC DETERMINANTS OF FINANCIAL INCLUSION IN THE MENA REGION COUNTRIES

ABSTRACT

This article aims to analyse the socioeconomic determinants of financial inclusion. Based on a sample of 13 countries of MENA region, which covers a large sample of more than 13 000 individuals for the year 2017, we try to determine the socioeconomic factors, which influence on the financial inclusion level. Our results demonstrate that being a woman, less educated, younger, poorer, and inactive adults, disfavor financial inclusion with a higher influence of education and income.

KEY WORDS:

Financial Inclusion, Socioeconomic Determinants, Global Findex-2017, Probit, MENA Region.

JEL CLASSIFICATION : G21; O16; P34

INTRODUCTION

Le système financier a toujours joué un rôle primordial et essentiel dans l'économie, à travers un ensemble de fonctions telles que les transferts de fonds, la gestion des risques, la fourniture des moyens de paiements, etc. Outre le rôle crucial que joue le secteur financier dans le processus d'allocation optimale des ressources financières à l'activité économique, il contribue également à l'emploi, à la croissance économique et à l'amélioration de la productivité en tant que secteur d'activité. Durant ces dernières décennies, et suite à un ensemble de réformes financières, l'organisation du système financier a connu des modifications progressives, en passant d'une économie d'endettement à une économie de marché financier. Aussi, le succès du système financier à l'époque contemporaine est attribué à ces réformes du secteur financier telles que les procédures fondées sur le marché, la promotion de la concurrence et l'assouplissement des restrictions.

L'objectif de ces réformes était de mettre en place un système plus efficace et plus stable, qui servira de base à une stabilisation et à une mobilisation efficace des capitaux, ce qui pourrait stimuler la croissance économique et entraînerait une réduction de la pauvreté (Johnston et Sundararajan, 1999). De ce fait, les marchés émergents attachent une grande importance au développement et à l'approfondissement du secteur financier dans la poursuite de leurs objectifs de développement financier et, plus récemment, de l'inclusion financière. En effet, le concept de développement du système financier a évolué, en dépassant l'évaluation des cadres institutionnels et réglementaires des intermédiaires financiers, pour incorporer également l'évaluation de leur performance dans la provision à chacun un accès équitable à la finance, indépendamment de son revenu, de son genre ou de son ethnie, Ziadi, L. (2013).

L'inclusion financière représente désormais un des indicateurs les plus importants, élaboré et diffusé par les autorités internationales, pour refléter le niveau de développement financier. En effet, l'inclusion financière fait référence à un état où l'ensemble des individus ont accès à des services financiers de base correspondant à leurs besoins, tels que l'épargne, les moyens de paiement, les crédits, les dépôts, l'assurance, etc. Ces services financiers devraient être fournis, par des acteurs formels comme les banques, les postes, les institutions de micro-finance, les compagnies d'assurance, et récemment même par les opérateurs de téléphonie mobile, etc. La question de l'inclusion financière est devenue l'une des préoccupations majeures dans le monde, et cela que ce soit à l'échelle mondiale ou nationale, où les responsables et les décideurs ont pris conscience du fait que l'inclusion financière est une priorité importante de développement à ne pas négliger. Le G20 de 2009 (Sommet de Pittsburgh de 2009), a reconnu l'inclusion financière comme l'un de ses axes majeurs de développement. En outre, le groupe de la Banque Mondiale a établi en octobre 2013, un objectif global d'accès universel aux services financiers de base, à fin 2020.

Parallèlement à cette préoccupation des décideurs, les chercheurs ont enrichi la littérature par leurs contributions sur la question d'inclusion financière. Ces études ont permis de démontrer les bénéfices de l'inclusion financière et de mieux en connaître ses limites. Durant ces dernières années, un courant de recherche important s'est concentré sur les déterminants de l'inclusion financière des individus, à l'aide d'expériences sur le terrain et des enquêtes menées par les institutions internationales, notamment celles de « *Global Findex* » de la Banque Mondiale. Selon ce courant de recherche, afin de promouvoir l'inclusion financière, il faut comprendre comment les caractéristiques des individus sont importantes et influencent le niveau d'inclusion financière. « *On en sait peu sur les facteurs qui déterminent la décision des individus de participer à la vie financière et les facteurs qui sous-tendent l'exclusion financière des individus* » (Allen et al., 2016; Beck et al., 2008).

À l'échelle mondiale les chiffres sont un peu inquiétants environ : 1,7 milliards de personnes n'ont pas accès aux services financiers formels comme l'indiquent Demirguc-Kunt et al., (2018). Une proportion énorme de ces personnes se trouve dans les pays en développement, en particulier dans les zones rurales. Les pays de la région MENA sont considérés parmi les pays en développement qui sont à la traîne en matière d' inclusion financière. Selon le rapport réalisé par la Banque Mondiale en 2015 : « *la région MENA est la région la plus exclue financièrement dans le Monde* ». En effet, pour la troisième mise à jour consécutive de l'enquête « *Global Findex* » réalisée par la Banque Mondiale (2011, 2014, 2017), la région MENA présente les niveaux d'inclusion financière les plus bas au monde. La région MENA, compte près de 40% d'adultes qui n'ont pas de compte bancaire, alors que la moyenne de possession des comptes bancaires, dans les pays en développement s'établit à 63%. Cette situation de l'inclusion financière dans les pays de la région MENA, les prive de la possibilité de contribuer efficacement à la réduction de la pauvreté et à l'amélioration du bien-être des ménages. Il existe cependant des évolutions actuelles qui peuvent favoriser, ou au moins, transformer la situation de l'inclusion financière dans les pays de la région MENA,

vu la croissance économique importante dans beaucoup de ces pays. Il est à noter également, que les autorités de ces pays représentées par les Banques Centrales et les Ministères des Finances, intègrent progressivement la question d'inclusion financière dans leurs programmes de travail.

Par conséquent, comprendre ce qui influence l'inclusion financière est une question majeure pour favoriser le développement économique et social dans les pays de la région MENA. L'objectif de cet article est de contribuer à la compréhension des déterminants socio-économiques de l'inclusion financière dans les pays de la région MENA. Pour ce faire, nous nous basons sur un échantillon de 13 pays couvrant plus de 13 000 adultes pour l'année 2017, et cela en explorant la dernière version de la base de données de la Banque Mondiale « Global-Findex, 2017 ». Nous allons présenter au niveau de la première section, un cadre théorique d'analyse de l'inclusion financière qui déterminera les facteurs socio-économiques qui influent sur le niveau d'inclusion des individus, suivie par une deuxième section qui identifie les données utilisées dans le cadre la partie empirique. La troisième section illustre la méthode économétrique appliquée. Enfin, la dernière section exposera les résultats obtenus.

1- REVUE DE LITTÉRATURE

Bien que relativement peu d'études aient examiné les facteurs liés à la demande des produits et services financiers au niveau individuel, les études existantes se sont focalisées sur le rôle joué par les facteurs socio-économiques dans la détermination de l'accès aux produits et services financiers. Selon le rapport de la Commission Européenne en 2008 : « *l'exclusion financière affecte certains groupes de personnes plus que d'autres. Globalement, des types similaires de population sont affectés de manière disproportionnée, quel que soit le niveau d'exclusion qui prévaut dans leur pays* ». Ce sont « *les bas revenus et, par conséquent, les chômeurs, et les personnes incapables de travailler à cause d'une maladie ou d'un handicap* ». De même, Carbo et al. (2007) ont montré que : « *les femmes, les personnes âgées, les jeunes, les personnes ayant reçu une éducation moindre, les sans-emplois et aussi certaines minorités ethniques auraient*

tendance à être plus exclus du système bancaire que d'autres ». Les facteurs socio-économiques examinés dans le cadre de cette section, comprennent le genre de l'individu, son âge, son revenu, sa scolarité et son statut professionnel. En effet, ces facteurs ont été largement évoqués, dans les différentes études, et cela vu l'importance de ces facteurs et aussi la disponibilité de leurs données.

1.1- Le genre des individus et l'inclusion financière

Parmi les indicateurs les plus importants qui déterminent le niveau d'inclusion financière des individus notamment dans les pays en développement, nous citons « le genre de l'individu », qui a été largement évoqué dans la littérature. En analysant le « *Global Findex 2011* » sur 98 pays en développement, Demirgüç, Kunt et al. (2013) constatent qu'« *il existe un écart important entre les genres en ce qui concerne la propriété du compte, l'épargne formelle et le crédit formel* ». Et ils ont conclu qu'« *être une femme augmenterait la probabilité d'être exclue financièrement* ». Ce manque d'inclusion financière pour les femmes, va impacter selon plusieurs chercheurs, leur bien-être négativement. Hallward-Driemeier et Hasan (2012), ont constaté que « *le manque de propriété des comptes empêche les femmes d'accéder à des opportunités de travail indépendant. De plus « une femme sans compte a moins de possibilité de réaliser son ambitieux projet éducatif ou entrepreneurial* ».

En effet, les femmes dans certaines sociétés sont confrontées à des contraintes supplémentaires par rapport aux hommes, pour accéder aux services financiers et les utiliser. Ces contraintes peuvent être liées à des règles formelles (*p. ex. obligation pour les femmes d'obtenir la signature de leur mari pour des transactions financières*), ou des normes informelles dictant ce qui est socialement acceptable (*p. ex. les femmes peuvent ne pas vouloir être vues aller en ville seule pour se rendre dans une banque*). Demirgüç - Kunt et al. (2013), ont lié cet écart dans l'utilisation des produits et services financiers entre les hommes et les femmes à « *une discrimination légale des femmes et des normes relatives au genre. Ces restrictions légales incluent : la capacité de travailler et de diriger un ménage etc.* ». Ellis et al (2010) ont constaté dans une étude réalisée au Kenya et en Tanzanie, un problème d'inclusion financière des

femmes dans ces deux pays. En fait, ils ont expliqué ça, par la capacité financière ou le niveau de compréhension des femmes « *les femmes se caractérisent par un manque de compréhension financière, de sorte que les hommes ont un meilleur niveau de connaissance des services que les femmes* ». Fungáčová et Weill (2015) ont étudié l'inclusion financière en Chine en faisant une comparaison avec les autres pays BRICS² : ils ont conclu que « *les femmes sont moins susceptibles d'être financièrement incluses en raison d'un manque de documentation ou parce qu'un autre membre de la famille a un compte* ».

Cependant, d'autres études qui ont abordé la question de l'inclusion financière n'ont pas confirmé la présence d'une discrimination flagrante contre les femmes, en matière d'inclusion financière. Dans une étude empirique sur douze (12) pays asiatiques³, Fungáčová et Weill (2016), ont constaté que « *le genre n'influence pas l'utilisation des comptes formels et l'utilisation de l'épargne formelle dans la plupart des pays étudiés* ». Ainsi, selon la Commission Européenne (2008) : « *bien que les femmes présentent des niveaux légèrement plus élevés d'exclusion financière que les hommes, le genre n'est pas significatif dans l'analyse de la régressions* ». L'étude a suggéré que « *les effets liés au genre peuvent être attribués au statut de travail et aux revenus puisque les retraités ou les personnes restant au foyer sont, dans une plus large proportion, des femmes* ».

1.2- L'Âge des individus et l'inclusion financière

L'âge a été souvent considéré comme indicateur important pour déterminer la raison de l'exclusion financière des individus, notamment dans les pays en développement. Selon le CGAP⁵ : « *les jeunes constituent la plus grande partie de la population dans les pays en développement, mais comptent parmi les moins bancarisés* ». Radermecker (2015) a bien précisé les tranches d'âges concernées par l'exclusion financière « *les individus ayant moins de quinze (15) ans ne sont*

² Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud

³ Chine, Hong Kong, Inde, Indonésie, Japon, Malaisie, Philippines, Singapour, Corée du sud, Thaïlande, Taiwan, et Vietnam.

⁵ <https://www.findevgateway.org/fr/library/linclusion-financi%C3%A8re-des-jeunes-et-des-jeunes-adultes>

normalement pas propriétaires d'un compte dans les pays en développement, ainsi, les personnes âgées utilisent le compte de leurs enfants ». En effet, « avant quinze (15) ans et après un certain âge (les hommes et les femmes plus âgés), n'ont généralement pas de comptes parce qu'ils utilisent les comptes d'un membre de la famille ». Plusieurs études empiriques ont confirmé ce constat. Par exemple, Fungáčová et Weill (2016) ont conclu que : « l'âge contribue à améliorer l'inclusion dans la plupart des pays asiatiques étudiés ». Ces auteurs ont constaté néanmoins « une relation non linéaire dans de nombreux cas, ce qui confirme l'opinion selon laquelle l'influence positive de l'âge sur l'inclusion financière se maintient jusqu'à un certain seuil ». Johnson et Nino-Zarazua (2009) ont observé ainsi, qu' « en Ouganda, les individus de vingt-cinq (25) ans à quarante-quatre (44) ans, ont moins de chances d'être financièrement exclus que les autres catégories d'âge ». Ces auteurs ont également observé qu'au Kenya, « les individus de dix-huit (18) ans à vingt-quatre (24) ans sont plus susceptibles d'être exclus que les individus plus âgés ». Honohan et King (2009) ont observé que « jusqu'à l'âge de quarante-cinq (45) ans, plus une personne avance en âge, plus elle a de chances d'être bancarisée. À partir de quarante-cinq (45) ans, cependant, plus elle vieillit, moins elle a tendance à avoir un compte bancaire ».

1.3- Le niveau d'éducation des individus et l'inclusion financière

Le niveau d'instruction ou d'éducation des individus, a été également évoqué dans la littérature en tant que déterminant important de l'inclusion financière des individus. En effet, le niveau d'éducation a une relation étroite avec la connaissance financière des individus, autrement dit, « l'éducation financière ». Hayton et al. (2007), par exemple, suggèrent que, « sans connaissances financières suffisantes les ménages peuvent être enfermés dans un cycle de pauvreté et d'exclusion ou souffrir d'un choix de produits inapproprié, d'un crédit coûteux ou, dans certains cas, de prêts illégaux ». En effet, une mauvaise connaissance du fonctionnement des produits et de leurs coûts probables, réduit également la probabilité d'inclusion. Ces mêmes problèmes peuvent également empêcher les personnes d'utiliser pleinement leurs produits existants. Selon Trivedi, (2008), « les obstacles à l'accès dans le secteur

bancaire formel ont été identifiés comme étant liés à la culture, à l'éducation (en particulier aux notions financières) ». En fait, plusieurs études empiriques ont bien confirmé l'effet positif du niveau élevé d'éducation des individus sur l'inclusion financière. «Le niveau de l'éducation améliore le niveau d'inclusion financière et par conséquent, les personnes les plus instruites sont les plus financièrement incluses » (Allen et al. 2016 ; Zins et Weill, 2016 et Fungacova et Weill, 2015). De même, l'étude de Sarma et Pais (2011) a indiqué que « le niveau d'éducation est significativement et positivement associé à l'inclusion financière, ce qui signifie que plus le niveau d'éducation est élevé, plus l'inclusion financière est élevée ». Ainsi, « l'éducation financière est l'un des éléments importants ayant une incidence sur l'inclusion financière, car lorsque les gens ont une bonne culture financière, ils peuvent prendre de meilleures décisions financières, obtenir un meilleur produit, plus adapté, à un meilleur prix ». Cependant, « lorsqu'ils n'ont aucune connaissance financière, ils n'utilisent pas les services financiers parce qu'ils ne sont pas capables de comprendre ».

1.4- Le niveau de vie (revenu) des individus et l'inclusion financière

La situation financière des individus et les problèmes tels qu'un manque d'argent et les coûts financiers élevés, peuvent laisser les individus incapables ou réticents à accéder à des produits financiers. Dans ce cadre, plusieurs chercheurs ont évoqué ce problème en tant qu'obstacle important à l'inclusion financière et comme une raison principale de l'exclusion financière des individus, notamment, dans les pays en développement. Selon Allen, Demirguc-Kunt et al. (2012) : « dans les pays où les coûts bancaires sont élevés, la population sous-bancarisée a déclaré ne pas avoir de compte en raison d'un manque d'argent ». En effet, certaines personnes ne gagnent pas assez d'argent pour ouvrir un compte, car l'ouverture d'un compte coûte de l'argent dans la plupart des régions du monde. Radermecker (2015) a affirmé que : « les frais annuels et les coûts de transaction fixes rendent le compte formel inabordable pour une grande partie de la population ». Selon Sinha et Subramanian (2007) : « le principal motif d'exclusion financière est l'absence de revenu stable, ce qui signifie que les personnes ne sont pas incitées à ouvrir un compte d'épargne et ne sont pas susceptibles de prétendre

à un prêt ». Plusieurs études empiriques récentes ont bien confirmé que l'inclusion financière est fortement corrélée au niveau de vie des individus. Ces études ont constaté qu'« *étant dans le quintile de revenu le plus riche, augmente la probabilité de posséder un compte formel au sein d'une institution financière* ». (Fungáčová et Weill, 2016 ; L. Weill et Zinsa, 2016 ; Clamara et al., 2014 ; Allen et al., 2012, 2016). Par ailleurs, l'étude de Rhine et Greene (2013) sur les déterminants de l'inclusion financière aux États-Unis, a tenté d'examiner comment les changements dans les caractéristiques et les circonstances des familles contribuent à ce que le statut bancaire change d'une période à l'autre, pour devenir non bancarisé au cours de la période suivante. Les auteurs ont conclu que « *le passage de la famille du statut bancarisé au non bancarisé est significativement influencé par la baisse du revenu familial, par la perte d'emploi et par la perte de la couverture d'assurance maladie* ».

1.5- Le statut d'emplois des individus et l'inclusion financière

Parmi les déterminants socio-économiques de l'inclusion financière, qui ont été étudiés dans la littérature, nous trouvons le statut d'emplois des individus. Selon Goodwin et al. (2000) : « *le secteur financier peut être lié à l'emploi, cela signifie que les chômeurs, ou ceux qui ont un emploi irrégulier, ne sont pas inclus dans le système financier pour ne pas avoir d'argent* ». En fait, l'absence d'emploi, a toujours été considérée parmi les obstacles les plus importants à l'inclusion financière des individus, notamment dans les pays en développement. Selon Kempson (1994) « *l'exclusion financière est dynamique, les ménages suspendent ou ferment des comptes lorsque les circonstances changent, notamment en cas de chômage* ». De même, Sinha et Subramanian (2007), ont confirmé ce constat : « *l'absence d'emploi formel crée de nouveaux obstacles à l'inclusion dans les secteurs formels* ». En outre, il est souvent constaté que la majorité des institutions financières ne s'adressent qu'aux individus actifs et aux personnes à revenu élevé et permanent. Selon un rapport de la banque de réserve de l'Inde RBI (2008) : « *les prestataires de services financiers ciblent généralement le groupe de la population économiquement active, oubliant souvent de concevoir des produits adaptés aux clients potentiels plus âgés ou*

plus jeunes ». De ce fait, il faut que les chômeurs et les personnes qui sont sous-employés aient un emploi, afin d’avoir un revenu à épargner et à investir. Nino-Zarazua et Copestake (2009) ont observé qu’« *avoir un emploi augmente la probabilité d’ épargner dans des organisations de micro-finance au Mexique* ».

2- DONNÉES

Dans cette section, nous nous intéressons à la présentation de la base de données retenue dans notre modèle à tester. De ce fait, nous avons choisi des variables indépendantes et dépendantes qui dérivent principalement de la revue littérature «(Demirgüç.-Kunt et *al.*, (2018), ; Tomgouani Lanie, 2017 ; Allen et *al.*, 2012 et 2016 ; Z. Fungáčová et L. Weill, 2016 ; Fungacova et Weill, 2015 ; Demirgüç.-Kunt et *al.*, 2015 ; Demirgüç.-Kunt, A.et Klapper, L., 2012 ; D. Tuesta et *al.*, 2015 et N-Clamara et *al.*, 2014) » .

2.1- Définition des variables

2.1.1. Les variables dépendantes

Dans cette étude, et conformément à la littérature notamment celle de (Demirgüç.-Kunt et *al.*, (2018), ; Demirgüç.-Kunt et *al.*, (2015) et Demirgüç-Kunt et Klapper, (2013)», nous nous limiterons aux trois types de produits et services financiers en tant qu’ indicateurs de l’inclusion financière, qui sont : le compte formel, l’épargne formelle, et le crédit formel.

- i. *Le compte formel* : Le premier indicateur et le plus traditionnel, c’est la propriété d’ un compte dans une institution financière « *Has an account at a financial institution* ». Dans l’enquête « *Global-Findex, 2017* », cet indicateur a été déterminé après avoir posé la question suivante : « *Avez-vous actuellement un compte dans une institution financière formelle ;* ». Par conséquent, l’indicateur du compte formel, va correspondre aux répondants déclarant détenir un compte dans une banque ou un autre type d’institution financière. Il est à noter que dans le cadre de notre étude, la variable dépendante « *compte formel* » est une variable dichotomique de nature binaire, qui est caractérisée par le fait

- d'avoir ou ne pas avoir un compte dans une institution financière formelle.
- ii. *L' épargne formelle* : Le deuxième indicateur est basé sur le comportement d'épargne dans une institution financière (épargne formelle) « *Saved in past 12 months: using an account at a financial institution* ». La question utilisée dans le cadre de l'enquête « Global-Findex, 2017 », pour déterminer le niveau d'épargne formelle est la suivante : *Avez-vous économisé de l'argent sur un compte au cours des 12 derniers mois ?* De ce fait, l'indicateur relatif à l'épargne formelle correspond aux répondants déclarant avoir épargné une somme d'argent, auprès de la banque ou auprès d'un autre type d'institution financière, au cours des 12 derniers mois. Comme pour la première variable dépendante, « l'épargne formelle » est une variable dépendante, dichotomique de nature binaire, qui est caractérisée par le fait d'avoir épargné ou mis de côté toute somme d'argent à la banque ou dans un autre type d'institution financière.
- iii. *Le crédit formel* : Le troisième indicateur, prend en considération l'utilisation du crédit bancaire (crédit formel) « *Borrowed in past 12 months : from a financial institution* ». Une question a été posée dans le cadre de l'enquête « Global-Findex, 2017 », vise à découvrir si l'individu a sollicité un prêt bancaire : « *Avez-vous emprunté auprès d'une institution financière au cours des 12 derniers mois ?* » Par conséquent, l'indicateur crédit formel, va correspondre aux répondants déclarant avoir emprunté une somme d'argent auprès d'une banque ou un autre type d'institution financière, au cours des 12 derniers mois. Le crédit formel est considéré comme une variable dépendante, dichotomique de nature binaire, qui est caractérisée par le fait d'avoir emprunté une somme d'argent auprès d'une banque ou d'un autre type d'institution financière.

2.1.2. Les variables explicatives (indépendantes)

La Base de données « Global Findex, 2017 », fournit également des informations, sur cinq caractéristiques socio-économiques des adultes

interrogés, à savoir : (le genre, l'âge, le niveau d'éducation, le niveau de vie et le statut d'emploi), que nous utilisons dans nos estimations.

- i. *Le genre* : Sur la base des études antérieures axées sur la problématique de genre « hommes-femmes », l'étude utilise la variable « *Femme* » comme une variable muette pour déterminer l'effet du genre de l'individu sur le niveau d'inclusion financière dans la région MENA. Dans le cadre de notre étude, le genre sera pris en compte en introduisant une variable muette égale à un (1) si l'individu est une femme et égale à zéro (0) si l'individu est un homme. En fait, dans la mesure où il est plus difficile pour les femmes d'avoir accès au système financiers, nous nous attendons à ce que cette variable ait un signe négatif avec l'inclusion financière.
- ii. *L'âge* : Nous introduisons la variable âge qui est définie par le nombre d'année. En fait, selon la littérature, nous nous attendons à ce que le niveau d'inclusion financière augmente d'abord et diminue ensuite avec l'âge. Donc pour capturer cet effet, nous incluons également l'âge au carré, et cela afin d'examiner la probabilité d'une relation non linéaire entre l'âge et les indicateurs de l'inclusion financière.
- iii. *Le niveau d'éducation* : Pour les variables relatives au niveau d'éducation, l'étude utilise deux niveaux d'éducation comme variable muette. Le premier est représenté par le niveau d'enseignement secondaire, et le deuxième par le niveau d'enseignement supérieur et plus. En fait, l'enseignement secondaire est égal à un (1) si l'individu a terminé ses études secondaires, zéro (0) sinon. De même, l'enseignement supérieur est égal à un (1) si l'individu a terminé l'enseignement supérieur ou plus, zéro (0) autrement. La variable muette omise est l'école primaire ou moins. Nous nous attendons à ce que la probabilité d'être inclus financièrement soit positivement associée au niveau de scolarité d'un individu.
- iv. *Niveau de vie (revenu)* : En ce qui concerne les revenus, l'étude utilise cinq niveaux de revenu comme variables indicatrices, qui vont des 20% les plus pauvres aux 20% les plus riches. (« *Premier quintile plus pauvre* » : 20% ; « *deuxième quintile pauvre* » : 20% ; « *troisième quintile*

intermédiaire : 20% ; «quatrième quintile riche» : 20% et «le plus riche» : le cinquième 20%). Dans l'estimation de la régression, le cinquième quintile le plus riche, sera considéré comme une variable omise et cela pour éviter la multi-colinéarité. Les 20% les plus pauvres représentent une variable muette égale à un (1) si le revenu du répondant se situe dans le premier quintile de revenu, et à zéro (0) dans le cas contraire. Il en va de même pour tous les autres niveaux de revenus, et ainsi de suite pour les autres variables nominales. Il est à noter également, que dans l'ensemble, nous prévoyons que le niveau d'inclusion financière sera positivement lié à une amélioration du niveau de vie des individus.

- v. *Statut d'emploi « inactif »* : La population active comprend tous les individus qui remplissent les conditions requises pour être incluses parmi les personnes pourvues d'un emploi « employé ou cherche du travail ». En suivant, Allen et al. (2016), pour capter le statut d'emploi, nous allons opter pour une variable dichotomique de nature binaire « inactif » égale à un (1) si le répondant n'a pas d'emploi et n'en cherche pas un. Nous nous attendons à ce que la probabilité d'être inclus financièrement soit négativement associée au statut d'emplois inactif.

2.2- L'analyse descriptive des variables

2.2.1. Variables dépendantes

Le tableau n° 1 ci-dessous, présente quelques informations sur la situation d'inclusion financière, de notre échantillon des individus étudiés au niveau des pays de la région MENA, représentés par les trois principaux indicateurs d'inclusion financière. Il est à noter que toutes ces variables sont des variables muettes égales à un (1) si la personne a répondu «oui» et zéro (0) autrement.

Tableau n° 1 : Analyse descriptive des variables dépendantes

Indicateur	Obs.	Réponses	Nbre.	Part en %	Moy.	Ecart-Type	min	Max
Compte Formel	13101	Oui	7829	60	0,598	0,490	0	1
		Non	5272	40				

Épargne Formelle	13101	Oui	2521	19	0,192	0,394	0	1
		Non	10580	81				
Crédit Formel	13101	Oui	1738	13	0,133	0,339	0	1
		Non	11363	87				

Source : auteur

Selon le tableau ci-dessus, nous constatons que bien que 60% (7 829) des adultes interrogées dans la région MENA, ont déclaré avoir un compte alors que 40% (5 272) ont répondu non, pour l'épargne formelle, les réponses favorables étaient moins importantes, d'où seulement 19% (2521) des adultes interrogés ont déclaré qu'ils ont économisé de l'argent dans une institution financière formelle contre 81% (10 580) qui n'ont pas économisé dans une institution formelle. De même, pour le troisième indicateur le crédit formel, où seulement 13% (1 738) ont déclaré qu'ils ont eu des crédits formels auprès des institutions financières formelles dans la région MENA, contre 87% (11 363) qui ont répondu par non à la question.

2.1.1. Variables indépendantes

Le tableau n° 2 ci-dessous, présente quelques informations sur les caractéristiques socio-économiques de notre échantillon des individus interrogés sur leurs situations d'inclusion financière, au niveau des pays de la région MENA. D'après le tableau, nous pouvons constater que notre population adulte interrogée, comprend 43% de femmes et 57% d'hommes. Ainsi, ces adultes sont âgés de 15 ans et plus. La plupart d'entre eux ont achevé le niveau secondaire dans une proportion de 49%, suivis par ceux qui ont achevé le niveau d'enseignement supérieur ou plus avec un pourcentage de 28%, alors que 22% des individus ont achevé l'enseignement primaire ou moins. En termes de niveau de vie, 25% de ces individus, appartiennent au quintile cinq le plus riche, le reste de ces adultes, sont répartis comme suit : le quintile un (les plus pauvres) 17%, le quintile deux (les pauvres) 18%, le quintile trois (classe moyenne) 20% et le quintile quatre (les riches) 21%. Enfin, en termes de statut d'emploi, nous constatons que 64% de notre échantillon, sont des adultes actifs, cependant le reste des répondants ont déclaré qu'ils sont inactifs

Tableau n°2 : Analyse descriptive des variables indépendantes (caractéristiques socio-économiques)

		Variables explicatives					
Indicateur	Obs.		%	Moyenne	Ecart-Type	Min	Max
Genre	13101	Femme	43%	0,433	0,496	0	1
		Homme	57%				
Age	13101			37.497	14.583	15	99
Age²	13101			1618.708	1320,666	225	9801
Niveau d'instruction	13101	Primaire ou moins	22%	0,216	0,412	0	1
		Secondaire	49%	0,494	0,500	0	1
		Supérieur	28%	0,285	0,451	0	1
Niveau de vie	13101	Q1	17%	0,165	0,371	0	1
		Q2	18%	0,179	0,383	0	1
		Q3	20%	0,197	0,398	0	1
		Q4	21%	0,210	0,407	0	1
		Q5	25%	0,249	0,432	0	1
Emplois	13101	Inactif	36%	0,361	0,480	0	1
		Actif	64%				

Source : auteur

3- MODÈLE ÉCONOMÉTRIQUE

Nous présentons succinctement, dans les paragraphes suivants de cette troisième section notre démarche économétrique. Statistiquement parlant et vu la nature des données présentées dans l'enquête « Global Findex, 2017 » et en se basant sur la littérature (Allen et *al.*, 2016; Zins et Weill, 2016; Fungacova et Weill, 2015.. ; etc), l'utilisation d'un modèle dichotomique « Probit » est la technique la plus adéquate à ce type d'analyse. Afin d'appliquer le modèle « Probit » dans notre étude sur les déterminants d'inclusion financière, nous construisons pour chaque variable dépendante, une variable binaire correspondant au statut de l'inclusion financière d'individu i avec $Y_i=1$ si le ménage est inclus et 0 si non. La probabilité pour l'individu d'être inclus pour une spécification donnée est la fonction de probabilité $P(Y_i=1)$ et sa probabilité de ne pas l'être est $P(Y_i=0)$. Théoriquement, ces relations s'écrivent de la façon suivante :

$$y_i = 1 \text{ si } y^* = \sum_{k=1}^m \beta_k x_{ki} + \varepsilon_i > 0 \text{ (Individu inclus)}$$

$$y_i = 0 \text{ si } y^* = \sum_{k=1}^m \beta_k x_{ki} + \varepsilon_i < 0 \text{ (Individu non inclus)}$$

Avec :

- y_i = la variable dépendante (indicateur d'inclusion financière) ;
- x_{ki} = variables explicatives (les caractéristiques socio-économiques) ;
- $\beta = (\beta_1 \beta_2 \beta_3 \dots \beta_k \dots \beta_m)$: un vecteur de m paramètres à estimer ;
- ε_i = terme de l'erreur ;

Pour réaliser notre objectif, nous avons choisi les aspects individuels disponibles et pertinents dans la plateforme « Global Findex, 2017 » qui sont : le genre (femme), l'âge (âge et âge²), le niveau d'éducation (niveau secondaire et niveau supérieur ou plus), le niveau de revenu (les quatre premiers quintiles de revenu) et le statut d'emploi (inactif), pour déterminer les niveaux d'inclusion financière des adultes dans la région MENA. De ce fait, notre modèle général se présente de la façon suivante :

$$\mathbf{IncFin} = \mathbf{a} + \beta_1 \mathbf{genre} + \beta_2 \mathbf{age} + \beta_3 \mathbf{éducation} + \beta_4 \mathbf{revenu} + \beta_5 \mathbf{emplois} + \varepsilon$$

Rappelons que dans le cadre de cette étude, et conformément à la littérature notamment celle de « (Demirgüç.-Kunt et *al.*, (2018), ; Demirgüç.-Kunt et *al.*, (2015), Demirgüç-Kunt et Klapper, (2013)» nous nous limiterons aux trois types de produits et services financiers qui sont fournis par la base de données « Global Findex, 2017 », qui sont : le compte formel, l'épargne formelle et le crédit formel, qui seront considérés comme des variables dépendantes de notre étude. De ce fait, afin d'évaluer les déterminants de l'inclusion financière dans la région MENA, nous effectuons trois estimations « Probit » en utilisant les trois équations suivante :

Première Équation « variable dépendante compte Formel » : notre première équation s'écrit de la manière suivante:

$$\text{Compte formel} = a + \beta_1 \text{genre} + \beta_2 \text{age} + \beta_3 \text{éducation} + \beta_4 \text{revenu} + \beta_5 \text{emplois} + \varepsilon \quad (1)$$

i. Deuxième Équation « variable dépendante épargne formelle » : l'équation relative à cette régression se formule de la façon suivante :

$$\text{Épargne formelle} = a + \beta_1 \text{genre} + \beta_2 \text{age} + \beta_3 \text{éducation} + \beta_4 \text{revenu} + \beta_5 \text{emplois} + \varepsilon \quad (2)$$

ii. Troisième Équation « variable dépendante crédit formel » : pour la dernière régression, nous formulons l'équation suivante :

$$\text{Crédit formel} = a + \beta_1 \text{genre} + \beta_2 \text{age} + \beta_3 \text{éducation} + \beta_4 \text{revenu} + \beta_5 \text{emplois} + \varepsilon \quad (3)$$

4- RÉSULTATS

Après avoir spécifié les modèles à estimer, nous consacrons cette dernière section à la discussion des différents résultats obtenus. Il est à noter que, contrairement aux modèles linéaires estimés par la méthode des moindres carrés ordinaires « MCO » pour lesquels les coefficients ont des interprétations économiques immédiates en termes de propension marginale, les valeurs des coefficients des modèles « Probit » ne sont pas directement interprétables. Seuls les signes des coefficients indiquent si la variable agit positivement ou négativement sur la probabilité P_i . De ce fait, nous calculons les effets marginaux, afin de connaître la sensibilité de la variation des variables explicatives sur la probabilité P_i (Thomas, 2000). Nous présentons, dans ce qui suit, les résultats relatifs à la régression de notre modèle et nous interprétons et discutons les résultats.

Tableau n°3 : Résultats de la régression « Probit » : déterminants de l' inclusion financière -région MENA

		Indicateurs d'inclusion financière des individus					
		Compte Formel (1)		Epargne Formelle (2)		Compte Formel (3)	
Caractéristiques socio-économique		Coefficients	effets marginaux	Coefficients	effets marginaux	Coefficients	effets marginaux
Genre	Femme	-0,280854***	-0,0852	-0,122648***	-0,0297	-0,066603**	-0,0135
Age	Age	0,0429015***	0,01347	0,0143641**	0,000348	0,0552923***	-0,01121
	Age ²	-0,000297***	-0,00009	-8,27E-05*	-0,00002	-0,000558***	-0,00011
Niveau d'éducation	Niveau secondaire	0,6152269***	0,19322	0,4424213***	0,10713	0,3630439***	0,07358
	Niveau supérieure ou plus	1,301805***	0,40884	0,9340274***	0,22617	0,5459487***	0,11065
Niveau de vie	Quintile1	-0,43147	-0,13551	-0,626449***	-0,15169	-0,156675***	-0,03175
	Quintile2	-0,323209***	-0,10151	-0,469522***	-0,11369	-0,145671***	-0,02952
	Quintile3	-0,23835***	-0,07486	-0,394191***	-0,09545	-0,07112*	-0,01411
	Quintile4	-0,169116***	-0,05311	-0,27532***	-0,06667	-0,018788	-0,00381
Statut d'emploi	inactif	-0,454635***	-0,14278	-0,323542***	-0,07834	-0,311269***	-0,06309
Nombre d'Observations		13101		13101		13101	
Pseudo R ²		0,1782		0,1126		0,057	
Log-Vraisemblance		-7256,0693		-5693,4886		-4835,4544	
LR		3147,42***		144,79**		584,95***	

Source : résultat du modèle de régression « Probit ».

En utilisant des données pour 13 pays couvrant plus de 13 000 adultes dans la région MENA pour l'année 2017, nous avons essayé d'identifier les caractéristiques socio-économiques qui peuvent affecter l'inclusion financière dans les pays de la région MENA. Avant d'interpréter les résultats, nous rappelons que la valeur des coefficients estimés ne peut pas faire l'objet d'une interprétation directe en termes de dérivées partielles, ou d'élasticités de la variable expliquée par rapport aux variables explicatives, mais plutôt d'effets marginaux calculés par rapport aux moyennes de l'échantillon. Toutefois, il est important de noter qu'en raison de la nature transversale des données, nous ne pouvons interpréter ces résultats que comme des corrélations significatives entre les caractéristiques socio-économiques et les indicateurs d'inclusion financière, et non comme des relations causales (Allen et al., 2016).

Pour la significativité individuelle et qui est la plus importante dans ces modèles, nous constatons que globalement, et comme le montrent les colonnes un (1) à trois (3) du tableau n° (3), la plupart

des caractéristiques socio-économiques susceptibles d'expliquer nos indicateurs d'inclusion financières, sont statistiquement significatifs à un seuil allant de 1% à 5%. Par ailleurs, le signe de la valeur des coefficients estimés ou des probabilités marginales, varie d'une caractéristique explicative à une autre. En effet, les résultats de l'estimation montrent que les caractéristiques socio-économiques retenues dans le modèle affectent positivement et négativement les indicateurs d'inclusion financière dans les pays de la région MENA. Nos principaux résultats peuvent être résumés comme suit :

- ⇒ Dans l'ensemble, nos résultats suggèrent que les caractéristiques socio-économiques : (« le genre », « l'âge », « le niveau d'éducation », « le niveau de vie » et « le statut d'emploi »). des répondants (adultes plus de 15 ans) », peuvent aider à expliquer le niveau d'inclusion financière dans la région MENA ;
- ⇒ Cependant, nous observons des écarts importants d'impact de ces caractéristiques socio-économiques, entre les trois principaux indicateurs d'inclusion financière : « compte formel, épargne formelle et crédit formel », d'où, elles ont plus d'influence et significativité pour l'accès au « compte formel », considéré comme le principal indicateur d'inclusion financière ;
- ⇒ Nous pouvons conclure que les femmes, les jeunes, les personnes peu instruites, les pauvres et les adultes inactifs, sont défavorisés par rapport aux autres catégories en ce qui concerne l'accès aux services financiers ;
- ⇒ Le niveau d'éducation semble influencer le plus l'inclusion financière dans les pays de la région MENA, suivi par le statut d'emploi et le niveau de revenu des adultes ;
- ⇒ Le genre des répondants et leur âge jouent relativement un rôle moins important dans l'inclusion financière des adultes dans la région MENA ;
- ⇒ Globalement, nos résultats, sont en accord avec les résultats de : (Allen et al. (2016) (sauf pour le genre), Clamara et al. (2014), Pena et al. (2014) et Zins et Weill (2016)), qui ont indiqué que ce sont les segments les plus vulnérables de la société (jeunes, femmes,

inactifs et plus pauvres) qui sont défavorisés dans l'accès et l'utilisation des services financiers ;

⇒ Ces constatations soutiennent l'idée que les politiques favorisant l'inclusion financière devraient cibler certains groupes de population comme les femmes et les jeunes.

CONCLUSION

La question d'inclusion financière occupe de plus en plus, une place importante dans les travaux et les débats académiques et se situe parmi les priorités internationales qui visent une meilleure cohésion économique et sociale dans le monde. Bien que les pays développés aient suscité l'intérêt des chercheurs sur la question de l'inclusion financière, les pays en développement, notamment les pays de la région MENA, qui restent à la traîne en termes d'inclusion financière, n'ont pas fait l'objet des études, notamment, en ce qui concerne l'aspect socio-économique de l'inclusion financière. Dès lors, face à l'importance de la question de l'inclusion financière dans le cadre du processus de développement économique et social à travers l'amélioration du bien-être des populations, nous avons étudié dans cet article la question des déterminants socio-économiques de l'inclusion financière dans les pays de la région MENA. En fait, notre étude avait pour objectif d'expliquer comment la situation socio-économique des individus influe sur le niveau d'inclusion financière, et cela, en étudiant les déterminants socio-économiques de l'inclusion financière des individus dans les pays de la région MENA. Pour ce faire, nous avons procédé à une analyse en coupe instantanée avec le modèle Probit, à partir d'un échantillon de 13 pays de la région MENA, couvrant plus de 13 000 individus, pour l'année 2017, et cela, en explorant la dernière version de la base de données de la Banque Mondiale « Global-Findex, 2017 ».

Nous avons conclu, d'après les résultats obtenus, que le contexte socio-économique et très influent sur le niveau d'inclusion financière des populations dans les pays de la région MENA. En effet, les femmes, les jeunes, les personnes peu instruites, les pauvres et les adultes inactifs, sont défavorisés par rapport aux autres catégories en ce qui

concerne l'accès aux services financiers (exclus du système financier). Par ailleurs, l'étude nous a permis de conclure que le niveau d'éducation semble influencer le plus sur l'inclusion financière dans les pays de la région MENA, suivi par le statut d'emploi et du niveau de revenu des adultes. Cependant, le genre des répondants et leur âge jouent relativement un rôle moins important dans l'inclusion financière des adultes dans la région MENA. En outre, cette étude permettra d'éclairer les décideurs économiques et politiques des pays de la région MENA, en mettant en exergue l'importance de l'inclusion financière dans le processus de développement socio-économique, où l'enjeu pour les pouvoirs publics serait de cibler les ménages les plus marginalisés.

Références bibliographiques

- Allen F., Demirgüç-kunt A., Klapper L., & Peria MM., (2016).** "The Foundations of Financial Inclusion: Understanding Ownership and Use of Formal Accounts". *J. Financ. Intermediation* 27:1-30.
- Allen F., Demirgüç-Kunt A., Klapper L., & Peria, M. (2012).** « *The foundations of financial inclusion: Understanding ownership and use of formal accounts* » (World Bank Policy Research Paper, n° 6290). Washington, DC: World Bank.
- Beck T., Demirgüç-Kunt A. & Peria M., (2008)** « *Banking Services for Everyone? Barriers to Bank Access and Use around the World* ». *World Bank Economic Review*, 22 (3), 397-430.
- Carbo S., Gardener P., & Molyneux J., (2005).** « *Financial Exclusion* » *Palgrave Macmillan Studies in Banking and Financial Institutions* »- 2005th Edition.
- Castel, R., (1994).** « La dynamique des processus de marginalisation : de la vulnérabilité à la désaffiliation ». *Cahiers de recherche sociologique* », 22, pp. 11-27.
- Clamara N., Pena X., & Tuesta D., (2014).** « *Factors that Matter for Financial Inclusion : Evidence from Peru* ». BBVA Research Working Paper, 14/09.
- Commission of The European Communities, (2008).** « *Financial services provision and prevention of financial exclusion* ». European Commission.

Demirguc-Kunt A., & Klapper L., (2012). « *Measuring Financial Inclusion: The Global Findex Database* ». Washington, D.C., The World Bank. Available from: <http://proxy.library.carleton.ca/login>.

Demirguc-Kunt, A. L., Klapper and Singer D., (2013). « *Financial Inclusion and Legal Discrimination against Women: Evidence from Developing Countries* »." World Bank Policy Research Working Paper 6416. Washington, D.C.: World Bank.

Demirguc-Kunt, A., & Klapper, L., (2013) « *Measuring Financial Inclusion: Explaining Variation in Use of Financial Services across and within Countries* ». Brookings Papers on Economic Activity, p. 279-321.

Demirguc-Kunt A., L. Klapper D., Singer and P., Oudheusden. (2015). « *The Global Findex Database 2014: Measuring Financial Inclusion around the World.* » World Bank Policy Research Working Paper 7255. Washington, D.C.: World Bank.

Demirguc-Kunt A., Klapper L., Singer D., 2017, « *Financial Inclusion and Inclusive Growth : A Review of Recent Empirical Evidence* ». Policy Research Working Paper;No. 8040. World Bank, Washington, DC. © World Bank.
<https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/26479> License: CC BY 3.0 IGO."

Demirguc-Kunt A., Klapper, L., & Singer D., Ansar S., Hess J., (2018). « *The Global Findex Database 2017. Measuring Financial Inclusion and the Fintech Revolution* » (Policy Research Working Paper n° 7255). The World Bank, Washington, DC.

Ellis K., Lemma A., & Rud J., (2010). « *Financial inclusion, household investment and growth in Kenya and Tanzania* », ODI Project Briefings. 43:(43). Available at: www.odi.org.uk.

Fungacova Z., & Weill L., (2015). « Understanding financial inclusion in China ». *China Economic Review*, 34. 196–206.

Fungacova Z., & Weill L., (2016). « *Determinants of Financial Inclusion in Asia* », disponible sur https://www.researchgate.net/publication/305817248_The_determinants_of_financial_inclusion_in_Africa.

Goodwin D., Adelman L., Middleton S., & Ashworth K., (2000), « *Debt, money, management and access to financial services* », 1999 PSE

Survey Working Paper n°8. Poverty and Social Exclusion, Survey of Britain.

Hayton K., Percy V., Latimer K., and Chapman M., (2007). « *Financial Inclusion: A topic report from the Scottish Household Survey* » (Edinburgh: Scottish Government).

Honohan P., & King M., (2009) « Cause and Effect of Financial Access: Cross-Country Evidence from the Finscope Surveys », document préparé pour la conférence «*Measurement, Promoting, and Impact of Access to Financial Services*», Washington, DC, 12-13 mars, Banque Mondiale, 28 p.

Johnston & Sundararajan 1999, « Sequencing Financial Sector Reforms » *Books, IMF's Monetary and Exchange Affairs Department - Business & Economics - 396 pages.*

Sinha J., & Subramanian A., (2007), « *The Next Billion Consumers-Boston Consulting group's report* ». Available at http://www.cab.org.in/ICTPortal/Lists/Knowledge%20Bank/Attachments/8/T he_Next_Billion_Banking_Customers_Nov_07.pdf [Access date 04/10/2012].

Johnson S., & Max Nino-Zarazua, (2009), « *Financial access and exclusion in Kenya and Uganda* », document de travail no 1, Center for Development Studies (CDS), University of Bath, Bath Papers in International Development, 34 p.

Johnson S., Markku Malkamäki and Nino-Zarazua Max, (2010). « *The role of informal groups in financial markets: Evidence from Kenya* », document de travail no 7, Bath, UK, Center for Development Studies (CDS), University of Bath, Bath Papers in International Development, 36 p.

Ellis K., Lemma A., and Rud J., (2010). « *Financial inclusion household investment and growth in Kenya and Tanzania* », Overseas Development Institute(ODI) *Project Briefing*, n° 43, September.

Kempson E., (1994). « *Outside the Banking System: a Review of Households without a Current Account* ». London: HMSO.

Laure Radermecker, (2015). « *Financial Inclusion and Economic Growth* », Université de Mons, faculté Warocqué

Malhotra A., A. Kanesathasan and Patel P., (2012). « *How Mobile Phones, Computers and the Internet Can Catalyze Women's Entrepreneurship* ». Washington, D.C.: International Center for Research on Women.

Niño-Zarazua M., & Copestake J., (2009). « *Financial inclusion, vulnerability, and mental models: From physical access to effective use of financial services in a low income area of Mexico City* ». Centre for Development Studies, University of Bath.

Pena X., Hoyo C., & Tuesta D., (2014)., « *Determinants of financial inclusion in Mexico based on the 2012 National Financial Inclusion Survey (ENIF)* ». BBVA Research Working Paper, 14/15 (June). Available at: www.bbva-research.com.

Reserve Bank of India 2008, « *Report on Currency and Finance* » 2006-08- (Volume II) », Rhine SLW,

Rhine SLW., & Greene WH., (2013). « *Factors That Contribute to Becoming Unbanked* ». *J. Consum. Aff.* 47(1):27-45.

Thomas A., (2000). « *Économétrie des variables qualitatives* », Dunod, Paris, 179 p.

Tomgouani L., (2017). « *Demand-driven determinants and self-reported barriers to financial inclusion in the West African Economic and Monetary Union (WAEMU)* ». *Journal of Economics and International Finance*, 9(11), 120-130.

Tuesta D., Sorensen G., Haring A., & Cámara N., (2015). « *Financial Inclusion and its Determinants: The Case of Argentina* » BBVA Research Working Paper No.15/03.

Pratima Trivedi, (2008). « *Financial Inclusion: A Must for Financial Stability* » - *Vinimaya* July - September 2008-Vol. XXIX, n° 2.

Ziadi L., (2013). « *L'inclusion financière autour de la Méditerranée. Cas de la Tunisie* ». *Maghreb - Machrek*, 217(3), 31.

Zins A., & Weill L., (2016). « *The Determinants of Financial Inclusion in Africa* ». *Rev. Dev. Financ.* 6:46-57.